

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, certains posent des questions qui ne veulent pas entendre les réponses. Cela montre bien leur manque de sérieux.

La situation actuelle à la Société canadienne des Postes est grave et le ministre qui en est responsable et moi-même nous inquiétons également qu'on n'ait pas procédé à un contrôle de la qualité lors de l'installation de ces boîtes aux lettres. Par conséquent, le ministre responsable a parlé aux cadres de la Société et leur a ordonné d'installer un système de contrôle de la qualité qui assurera une distribution sans problème.

Des voix: Oh, oh!

M. Valcourt: Je voudrais ajouter que le ministre a demandé à la Société canadienne des Postes de ne plus installer de nouvelles boîtes tant que ce système ne sera pas en place.

[Français]

ON DEMANDE POURQUOI LE GOUVERNEMENT VEUT PLACER LES MÊMES BOÎTES EN MILIEU RURAL

M. Cyril Keeper (Winnipeg—Nord-Centre): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Pourquoi le ministre veut-il placer ces mêmes boîtes en milieu rural? Il y aura 100 000 maisons en milieu rural où ces boîtes vont être placées. Pourquoi placer les boîtes en milieu rural quand elles ne fonctionnent pas en milieu urbain?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, le Nouveau parti démocratique et le parti libéral... D'abord, il y a des choses qu'on devrait tirer au clair. Les fameuses boîtes en cause, c'est le gouvernement libéral d'antan qui a commencé à les mettre en place. Et aujourd'hui, ce n'est pas bon! C'est ce gouvernement-là.

Monsieur le Président, la raison pour laquelle on installe les boîtes en cause, c'est parce que le gouvernement libéral précédemment laissait des milliers de Canadiens dans certaines localités sans aucun service. Ils devaient courir aux bureaux de poste à 17 heures, après qu'ils étaient fermés. Et cela, c'est fini!

* * *

• (1450)

[Traduction]

LES NATIONS UNIES

LE VOTE CANADIEN SUR UNE RÉOLUTION CONCERNANT LE MOYEN-ORIENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Aux Nations Unies, cette semaine, le gouvernement canadien a modifié complètement sa position

lors d'un vote sur une résolution fort importante concernant le Moyen-Orient et, plus précisément, le processus de paix dans cette région. Le chef de la section politique de la délégation canadienne aux Nations Unies a déclaré que le Canada tentait ainsi d'adopter une position plus neutre vis-à-vis des Arabes et Israël. Que pouvait-on reprocher à notre position auparavant? Était-ce le signe d'un changement important dans la politique du gouvernement canadien au Moyen-Orient?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, sauf erreur, c'est l'une des questions sur lesquelles le parti libéral n'est pas encore divisé. Naturellement, nous verrons ce qui se passera.

M. Broadbent: Oui, il l'est.

M. Clark (Yellowhead): Sont-ils divisé sur cette question également? Oh, je suis désolé. Je ne suis pas la situation d'aussi près que le chef du Nouveau parti démocratique.

La réalité en ce qui a trait à la résolution présentée aux Nations Unies, c'est que ses défenseurs ont modéré leur langage au point où le Canada ne s'oppose plus à cette résolution. Le Canada continue d'encourager les négociations directes entre les parties au conflit et il croit que dans certaines circonstances une conférence internationale pourrait faciliter ces négociations directes.

M. Axworthy: Monsieur le Président, j'avais espéré que ce serait là l'une des questions que le ministre pourrait traiter avec sérieux, contrairement à son habitude.

LA POLITIQUE CANADIENNE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au même ministre. Les représentants canadiens ont décrit ce vote comme un changement important dans la politique canadienne. De quel changement s'agit-il au juste? Favorisons-nous manifestement la poursuite d'une politique de négociations bilatérales entre les pays arabes et Israël, afin d'en arriver à un accord pacifique? Dans l'affirmative, le ministre demandera-t-il à ses représentants de revenir sur leurs déclarations, afin qu'il n'y ait pas de malentendus au sujet de la position du Canada sur cette importante question?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, ma déclaration était sans équivoque et claire. Le député peut s'y fier. Je voudrais lui signaler que l'un de ses collègues libéraux m'a félicité, hier soir, pour la position adoptée par le gouvernement. Il s'agissait du député de Saint-Denis. Cela montre qu'au moins un député libéral croit que le Canada a adopté, en l'occurrence, la position voulue. J'espère qu'il y a une certaine unité de vues sur cette question au sein du parti libéral.